

C. La période 1929-1945 aboutit à la définition des bases d'un nouvel ordre économique mondial

Il est mis en œuvre par les E.-U du fait du poids écrasant de leur économie :

Le constat qu'ils tirent est qu'il faut donner un environnement stable à l'économie mondiale, c'est-à-dire favoriser les échanges internationaux (cf. 14 points : la contraction du commerce international, les pratiques de concurrence déloyale, de *dumping*, les accords de *clearing* ont entretenu une ambiance agressive et de compétition qui a préparé les esprits à la guerre et non au dialogue et à la coopération.

Les E.-U. vont promouvoir le libre-échange, la réduction des barrières douanières de toutes sortes. Mais pour assurer la liberté des échanges et une concurrence loyale, il est nécessaire de mettre fin également aux dévaluations compétitives et instaurer un nouveau SMI qui garantit des taux de change fixes. Ce sont donc les deux grands piliers du nouvel environnement économique. A cela s'ajoute la nécessité de maintenir la dynamique de croissance qui avait été brutalement stoppée au lendemain de PGM. Les E.-U. ne veulent pas répéter la même erreur. Donc trois mesures vont être prises.

1. Le SMI est mis en place à Bretton Woods en juillet 1944.

La balance des paiements :

Un document statistique qui recense les échanges de flux financiers entre un pays et le reste du monde : l'argent qui sort et l'argent qui entre du fait des activités des agents économiques (résidents et non-résidents).

Elle met en évidence des flux et définit des soldes pour une année donnée. Elle est nécessairement équilibrée. Donc dire que la BDP est déficitaire est un abus de langage.

Il faut distinguer en fait différents comptes qui chacun dégage des soldes

Il y a donc le compte des transactions courantes

le compte de capital

et enfin le compte financier

pour équilibrer le tout une ligne « erreurs et omissions »

L'attention doit être portée sur la différence entre la balance des transactions courantes et le compte financier et en particulier, la ligne **avoirs et réserves** qui assure au final l'équilibre de la BDP. Cette ligne a une incidence fondamentale sur la valeur d'une devise, la crédibilité et la confiance qu'on a en elle.

a. Le projet Keynes :

La rénovation du SMI est pensée par les Britanniques et notamment Keynes qui présente en 1943, un plan qui propose un véritable système fondé sur une banque mondiale

et une **monnaie internationale, le Bancor**. Ce plan acte l'idée que la £ n'a plus le moyen d'être la monnaie pivot du système sans pour autant transférer ce rôle au \$. Idée d'une **Union internationale de clearing** c'est à dire un **mécanisme de compensation entre les différentes Balances Commerciales des pays membres**. Chaque pays aurait un compte au sein de l'Union où se compenseraient les déficits ou les excédents (compte créditeur pour les pays excédentaires et vice-versa). Les comptes seraient libellés dans une monnaie internationale le Bancor qui serait défini par l'or. L'existence de ces comptes (dépôts pour les comptes excédentaires ; crédits pour les comptes débiteurs) permettrait donc à cette chambre de compensation de devenir une banque internationale et de créer de la monnaie internationale.

Bien évidemment, il faudrait limiter le plafond des comptes débiteurs : il s'agira de quotas fixés par Keynes à 75 % de la valeur moyenne des X et M calculées sur la période 36-39. Un pays qui verra son compte débiteur dépasser son quota (dont la valeur est révisée selon l'évolution du commerce international) devrait alors dévaluer sa monnaie /Bancor ou si la situation s'aggrave, prendre des mesures pour rétablir sa balance des transactions courantes (contrôles des changes, dépôts en or auprès de l'Union).

Ce système fonctionne à condition que les pays créditeurs acceptent que leur position soit utilisée pour accorder des crédits. Eux-mêmes doivent veiller à ne pas accumuler trop d'excédents et essayer de les réduire (réévaluation de la monnaie, diminution des tarifs douaniers, expansion du crédit et de la demande). L'Union peut même changer la parité du Bancor pour réduire ces excédents (réévaluation) et ces excédents eux-mêmes ne sont pas convertibles en or. L'objectif de K. était d'empêcher une accumulation des excédents ou au contraire des déficits.

b. Le plan White entend imposer la suprématie du dollar :

Ce sont ces dernières dispositions qui n'ont pas plu aux E.-U. et qui ont abouti au rejet de son plan lors de la conférence de B.W et l'adoption du plan **White** du nom du fonctionnaire au Trésor des E.U à la demande de Morgenthau, secrétaire d'état au Trésor. Il reflète la position des E.U et celle-ci est hégémonique. La préoccupation des E.-U. est moins de créer une monnaie internationale que d'assurer un environnement stable pour les échanges internationaux, de prévenir donc les risques de dévaluation compétitive, de trouver des solutions pour les pays qui connaîtraient des problèmes de déficit de la balance des transactions courantes. Pour cela, le plan White propose le rétablissement d'un système de taux de change fixes mais avec possibilités d'ajustement, la convertibilité des monnaies et enfin la création d'une organisation internationale, le FMI qui vient en aide aux pays qui connaîtraient des problèmes de balance de paiements.

- Tout d'abord, la définition du taux de change : la conférence de B.W entérine le retour au G.E.S de 1922 mais uniquement centré sur le \$ (la £ disparaît). Chaque état doit définir la valeur de sa monnaie en fonction du \$ et de l'or, sachant que seul le \$ a sa valeur définie par un poids en or, à savoir 35 \$ l'once d'or (environ 31 gr) ou encore 1 \$ vaut 0,028 once. Afin de garantir la fixité des changes et donc prévenir les risques de dévaluation, la valeur de chaque monnaie peut varier dans des marges étroites (+/- 1% par rapport à la valeur pivot).

Des dévaluations de 10% de la valeur de la devise doivent nécessairement être négociées avec le FMI si du moins le pays a signé les accords de B.W. Une modification

générale des parités est possible en cas de modification de la valeur de l'or.

Par ailleurs, les banques centrales pouvaient aussi défendre la parité de leur monnaie et vendant ou en achetant de l'or et dans ces conditions, elles n'étaient pas tenues d'intervenir sur le marché des changes pour garantir cette parité par rapport aux autres monnaies. Or cette disposition ne sera utilisée que par les E.-U. Qu'est-ce que cela signifie ? En fait, la FED garantit la parité-or du \$ en vendant ou achetant du métal précieux mais ne se préoccupe pas de garantir la parité du \$ vis-à-vis des autres monnaies. En fait, ce sont les pays qui doivent assurer cette parité en achetant ou en vendant du \$ ou bien leur propre devise. Dans ce système, le \$ devient donc « *as good as gold* » et on peut même dire que le SMI évolue vers un étalon \$. Cette situation est rendue possible par le fait que les E.-U. disposent de deux fois plus de réserves d'or que le reste du monde (66%).

- Les accords de B.W garantissent aussi la convertibilité des devises : Il s'agit tout d'abord d'assurer le rachat de sa propre monnaie à la demande des partenaires économiques. Si la Banque de Suède, veut échanger ses francs en couronne, alors la Banque de France est tenue de réaliser la transaction. Pour ce qui de la conversion en or, seuls les E.U sont en mesure de réaliser l'opération car ils en détiennent l'essentiel. L'autre aspect de la convertibilité, c'est la libre circulation de la monnaie nationale dans l'espace international, que la devise ne soit pas réservée uniquement à l'espace national (comme ce fut le cas avec le RM sous la période nazie et comme ce sera le cas avec le rouble durant la période soviétique).

- Le dernier pilier des accords de B.W est la création du **FMI** : sa mission est de garantir la discipline du système monétaire international et prévenir les déséquilibres parmi les états membres. Ce n'est pas à proprement parler une banque, elle ne fournit pas des crédits qui vont être utilisés pour des projets d'investissement, de développement. Pour cela, les accords ont créé la **BIRD** appelé communément Banque mondiale (dirigée par un états-unien). C'est comme une caisse de secours mutuel. Elle dispose de ressources propres qu'on appelle les **quotes-parts** dont le montant a été versé par chaque Etat adhérent et calculé en fonction de son poids économique (revenu national, réserves en or et en \$, de la part des X et M dans le commerce mondial). En 1947, quand le FMI entre en action, la quote-part des E.U étaient de 36% et celles du R.U de 17% (celle de l'URSS aurait été de 13,6% si elle avait signé les accords). Ces quotes-parts sont appelées à évoluer en fonction du développement économique des membres (révision tous les 5 ans) et dans ces conditions de nos jours, celle des E.U est tombé à moins de 18%. Chaque quote-part est versée pour 25% en or et pour le reste en monnaie nationale. Ainsi, dans le bilan des banques centrales, est ouvert un compte créditeur au nom du FMI.

Le FMI accueille un conseil des gouverneurs qui se réunit une fois l'an (deux années de suite à Washington, la 3^e dans un état membre) et élit les administrateurs : les 5 pays ayant la plus forte quote part disposent d'un administrateur, les autres administrateurs, environ une vingtaine regroupe des ensembles de pays. Ces administrateurs siègent en permanence et désignent le DG qui par tradition n'est jamais un états-unien mais souvent un européen (notamment un français.e)

le FMI donne des droits à ses Etats membres appelés **droits de tirage** (ou **achats** dans les statuts du FMI) . Il s'agit de prêts soumis à condition. Le montant de ces facilités peut atteindre jusqu'à 125% du montant de la quote-part versée. Concrètement un Etat qui utilise

son droit de tirage achète de la monnaie étrangère contre sa propre monnaie à charge pour lui de rembourser ces devises (soit racheter sa monnaie) sous un certain délai, en payant un taux d'intérêt sur les montants non encore remboursés. Autant la première tranche (dite tranche or) est automatiquement accordée, autant les tranches suivantes de 25 en 25 sur 5 années sont soumises à des conditions visant à rétablir les comptes déficitaires du pays emprunteurs (**accord de confirmation**). Ainsi le FMI a tendance à accumuler des monnaies faibles et à se délester des monnaies fortes (demandées). C'est pourquoi le FMI peut demander à un pays de lui emprunter sa monnaie pour ne pas se trouver dans une situation d'illiquidité.

2. Le GATT favorise les progrès du libre-échange dans certains domaines

C'est donc sur ces bases renouvelées que les E.-U souhaitent promouvoir la croissance du commerce international. L'autre volet consiste à favoriser le libre-échange. Celui-ci avait été mis à mal par la formation des blocs monétaires et autres accords de troc, augmentation des tarifs douaniers et autres dumping. Deux démarches sont menées au lendemain de la guerre pour libéraliser les échanges internationaux :

Tout d'abord au sein de l'ONU avec la proposition d'une **OIC**, et ensuite une conférence internationale pour discuter de la réduction des barrières douanières. Dans le cadre de l'ONU, a été signée la charte de La Havane créant l'OIC en mars 1948. L'année précédente, en octobre 1947 à Genève a été signée par 23 pays (à noter que 3 pays de l'est ont adhéré dans les années 70 au **GATT**, Pologne, Roumanie et Hongrie, la Tchécoslovaquie n'étant pas encore communiste en 1947) l'Accord général sur les tarifs et le commerce, le **GATT**. Or l'OIC porté par les E.U ne verra jamais le jour car le congrès refusera de le ratifier pour des raisons de conflit avec le président Truman. C'est donc le GATT qui va définir le cadre dans lequel les relations commerciales internationales vont se dérouler. ce n'est pas vraiment une organisation internationale (on ne parle pas de membres) donc les structures sont légères : on distingue un conseil qui réunit les pays signataires et examine les politiques commerciales et de manière pérenne existe un secrétariat général dirigé par un directeur général assisté par des sous-dir. Il est nommé par consensus et le premier fut un Britannique. Il a un rôle essentiel d'arbitre dans les négociations.

C'est un traité qui a pour but de libéraliser les échanges à travers une concurrence loyale et en enclenchant un processus de baisse des tarifs. Il y a des obligations :

- **clause de la nation la plus favorisée** qui favorise le multilatéralisme
- diminuer les tarifs douaniers pour les nations signataires

dans un premier temps, on ne peut pas parler de L.E (uniquement pratiqué par la GB de 1846 à 1932)

- Ensuite, les signataires ne doivent introduire de discriminations entre producteurs nationaux et exportateurs vendant sur le marché national
- ne pas pratiquer le dumping
- ne pas introduire de restrictions quantitatives comme les quotas d'importation (sauf cas exceptionnel de déficit grave des transactions courantes)

réglementation des subventions (interdites sur les X de produits industriels, autorisés pour la production

Ces obligations définissent donc les conditions d'un commerce loyal (*fair trade*) tendant vers le L.E

Toutefois des **exceptions** ont été introduites à ces obligations :

- Jusque dans les années 80, ces règles ne concernent pas les services mais seulement les produits. Mais surtout les produits agricoles échappent à ces règles et cette exception est soutenue par les E.U mêmes. - c'est aussi le cas des produits textiles qui révèlent les tensions et enjeux du commerce Nord-Sud. les **AMF** ont pendant une trentaine d'années (jusqu'en 2004) régi les exportations des produits textiles des PED soumis à des contingentements.

En contrepartie et parce que les pays du sud sont de plus en plus nombreux, des dérogations ont été mis en œuvre en leur faveur. C'est dans le cadre de la **CNUCED**. Ainsi la clause de la nation la plus favorisée n'est pas étendu aux pays développés quand un pays en développement l'accorde à un autre PVD. C'est le système généralisé de préférences (**SGP**) adopté en 1971.

-Enfin, le GATT autorise la création de **zone de L.E et d'unions douanières** à condition que les tarifs douaniers n'augmentent pas pour les pays hors de ces zones et que le L.E soit rapidement instauré dans ces zones. D'où la création de la CEE puis de l'ALENA.

La tâche quotidienne du GATT était d'instruire les dossiers de différends. Il a un rôle d'arbitrage en confiant à un groupe d'expert de pays non impliqués par le différend, l'examen du litige. Généralement le rapport des experts est suivi et c'est sur cette base que la nation lésée peut prendre des mesures de rétorsion si l'autre nation ne modifie pas son attitude (les sanctions ne sont pas imposées par le GATT) un constat : jusqu'à la création de l'OMC (1995), les conflits ont surtout concerné les E.U, le Canada, la CEE et le Japon entre eux.

Mais surtout le GATT met en place des négociations commerciales multilatérales (**NCM**) appelées *Rounds* qui se déroulent sur plusieurs années dans des lieux différents et dont les objectifs sont de poursuivre la libéralisation des échanges (diminution des droits et suppression des barrières). Au total, 6 cycles entre 1947 et 1994. Ils se caractérisent par l'augmentation des participants (120 lors du dernier, **l'Uruguay Round**), la complexité des dossiers traités (questions des subventions, des réglementations nationales, ce qui explique leur durée de plus en plus longue (8 ans pour le dernier). Mais concrètement, les tarifs douaniers sont passés de 40% à moins de 4% sur la période et sur les produits industriels (50% d'entre eux ne paient plus de droits de douane).

3.. Enfin le plan Marshall a aussi pour ambition d'entretenir la dynamique de la croissance (avril 1948)

Considérations géopolitiques liées à la situation inquiétante des économies européennes (cf. discours de Truman). Il y a un manque flagrant de \$ pour rembourser les prêts (notamment le R.-U) acheter des produits US (biens d'équipement, agricoles, charbon...)

et les E-U ne veulent connaître la crise de surproduction de l'après 1918. Ils sont prêts à assumer leurs responsabilités. Annulations des dettes liées à la loi prêt-bail, renoncement aux réparations allemandes (du côté occidental)

Le plan proposé par le secr. d'État Marshall en juin 1947 à Harvard (« l'acte le plus désintéressé de l'Histoire selon Churchill ») consiste en 3 Mds \$ de la BIRD et 17 Mds \$ en dons. Il s'agit de moderniser et rationaliser les économies européennes, assurer la stabilité monétaire par la lutte contre l'inflation et le retour à la convertibilité des monnaies. Ce plan s'adresse à l'ensemble des pays, sans exclusive. Le **16 avril 1948** la convention de Paris instaure un organisme chargé de la répartition de cette aide, une fois le refus des soviétiques et de leurs satellites acté : c'est l'**OECE**. 16 pays y adhèrent et la répartition est équilibrée en fonction du poids économique (le R.U reçoit la plus grosse part soit 26% devant la France 20% puis l'Allemagne de l'ouest 11% dont le destin originel voulu par les E.U aurait été une désindustrialisation totale).

De manière concomitante, est fondé par les pays européens un organisme nécessaire aux règlements de leurs échanges commerciaux alors que le \$ reste rare et que les monnaies nationales ne sont pas encore convertibles : c'est l'**UEP** de septembre 1950 jusqu'en 1958, date à laquelle l'ensemble des monnaies européennes sont convertibles. Son fonctionnement reprend le principe énoncé par Keynes dans son plan de 1943 qui est appliqué à une échelle régionale. Ici la **BRI** (fondée en 1930, située à Bâle, sorte de banque centrale des banques centrales) joue le rôle d'une caisse de compensation.